APERCU SUR LE PROCHE ORIENT

(A PROPOS DU CONFLIT DU GOLFE)

L'annexion du Koweit par l'Irak, les réactions face à cette annexion, replacent au premier rang une région du globe particulièrement sensible. L'approche historique que nous tentons ici vise à fournir les éléments permettant de mieux comprendre les enjeux du conflit.

Avant d'examiner l'histoire récente, un mot d'histoire ancienne et un regard sur cette région carrefour entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Au yeux des Arabes, **Bagdad** (capitale de l'Irak) n'est pas une ville quelconque. Le second calife (voir annexe) de la dynastie des Abbassides qui va régner de 750 à 1258 fait de Bagdad sa capitale et un foyer de rayonnement d'une brillante civilisation arabe. Toutes les religions y sont représentées : les chrétiens y disposent de nombreux couvents, la communauté juive a son propre tribunal et sa prison. La splendeur de Bagdad se développe en même temps que l'empire arabe et elle devient vite la rivale de Byzance (Constantinople).

Carrefour de continents (voir carte), cette région est aussi un carrefour de routes terrestres d'abord, avec les itinéraires caravaniers longtemps chasse gardée des arabes nomades ; maritimes ensuite avec le percement du canal de Suez qui prolonge la mer Rouge et permet d'éviter de contourner l'Afrique.

Carrefour de religions avec les villes saintes, juives, chrétiennes et musulmanes, le Proche Orient est encore un carrefour de langues. Au Nord les Turcs constituent la pointe avancée de populations de l'Asie Centrale ; au centre et au Sud, les Arabes issus du centre de la péninsule arabique, au cours de l'expansion islamique du Moyen Age, autant arabisé qu'islamisé diverses populations locales, comme les Syriens, les Coptes d'Egypte... Enfin les Iraniens à l'Est regroupent non seulement les Persans, mais encore les Kurdes parlant une langue voisine du persan et qui sont actuellement partagés entre Iran, Irak, Turquie, sans compter Syrie et Arménie soviétique.

Enfin, depuis les années 1920, le Proche Orient est le pays du pétrole, l'or noir, élément essentiel de notre civilisation technique, objet de toutes les convoitises, richesse fort mal partagée entre la mosaïque des nations qui constituent le Proche Orient.

DEPECAGE DE L'EMPIRE OTTOMAN

S'étendant sur l'ensemble du Proche Orient et au delà, à partir du XVIème siècle, l'empire Ottoman (turc) a longtemps menacé l'Europe puisqu'il n'a été arrêté que sous les murs de Vienne. Cependant, à partir du XVIIIèmè siècle, la France et l'Empire britannique considèrent que les Ottomans peuvent être utiles pour contenir les ambitions russes. "La classique question d'Orient" de nos aïeux est désormais posée : comment maintenir, ni trop faible, ni trop remuant, cet empire en décadence ? Comment faire vivre, sans le guérir vraiment l'homme malade ? (P. RONDOT "Destin du Proche Orient", Le Centurion 1959, p 84.).

Depuis plusieurs siècles déjà, la France s'est instituée protectrice des communautés chrétiennes, en particulier des Maronites du Liban.

A la fin du XIXème siècle les grandes puissances se pressent au chevet du malade. L'Allemagne, tout en souhaitant la conservation de l'Empire, organise sa pénétration économique par le biais notamment du chemin de fer Berlin-Bagdad et aide à la reconstitution de son armée.

Les Tsars poursuivent l'idée ancienne de substituer à l'empire d'un seul tenant une multitude de petits états clients et, en 1895, ils poussent les Arméniens à la révolte.

Les Britanniques, tout en exerçant un discret protectorat auprès du Sultan de Constantinople, nouent des intelligences avec des musulmans druzes et surtout arabes. Le Royaume Uni s'efforce déjà de se constituer des états vassaux, comme l'Egypte qu'elle occcupe en 1881 et qu'elle transformera en protectorat à l'occasion de la guerre de 1914.

L'Europe intervient aussi en accueillant des opposants attirés par les idées nationales et libérales. A Londres parait en 1868 le premier journal "Jeune Turc", organe des intellectuels libéraux de l'empire Ottoman. Ce groupe s'emparera du pouvoir à Constantinople en 1908, sans pouvoir modifier fondalementalement les institutions.

A Paris est créee la "Ligue de la patrie arabe" qui se prononce en faveur de l'indépendance. A ce propos il est essentiel de bien faire la distinction entre arabisme et islamisme.

L'arabisme qui postule l'idée d'une nation arabe est fondée sur une culture commune qui peut être aussi bien celle de musulmans que celle de juifs ou de chrétiens. D'ailleurs plusieurs des promoteurs de l'arabisme seront des chrétiens syriens ou libanais.

L'islamisme est fondé sur une religion commune. "L'umma" vise à rassembler l'ensemble des croyants.

Miné de l'extérieur et de l'intérieur, l'empire Ottoman reçoit le coup de grâce à l'occasion de la guerre de 1914 lorsqu'il s'engage aux cotés de l'Allemagne.

COMBATS ET JEUX DIPLOMATIQUES

Théâtre de combats, le Proche Orient est aussi l'objet de multiples tractations, aboutissant à des accords plus ou moins contradictoires.

Fin 1915, le haut commissaire britannique en Egypte promet à Hussein, Chérif de la mecque, pour prix de sa révolte, l'octroi aux pays arabes d'une indépendance absolue, à l'exception d'Aden, de la Basse Mésopotamie (sud de l'Irak) où les Britanniques se réservent des droits, et d'une partie de la Côte du Levant, zone d'influence française.

L'archéologue soldat britannique Lawrence (Lawrence d'Arabie) compte sur Fayçal, l'un des fils du Chérif de la Mecque, pour jouer le premier rôle dans la reconstitution de l'unité arabe. Dans la foulée de la victoire britannique sur l'armée turque en Palestine, le 30 septembre 1918, la petite troupe anglo-arabe de Lawrence arrive aux portes de Damas en Syrie où Fayçal fait son entrée. Certains y voient le symbole du triomphe de la politique britannique de l'arabisme.

Cependant les jeux diplomatiques sont plus complexes. Un accord secret franco-britannique du 9 mai 1916 contredit les termes des promesses britanniques à Hussein. Les zones promises à l'indépendance arabe sont en fait partagées entre Français et Anglais en distinguant des zones "sous influence" et d'autres "sous administration directe" ; pour la Palestine et les lieux saints on envisage une administration internationale.

La situation se complique encore du fait de l'intervention des armées alliées en divers points de l'empire ottoman. Ainsi les troupes anglaises envahissent le Caucase qu'elles abandonnent ensuite rapidement après y avoir pourtant encouragé l'émergence d'une république arménienne.

L'élément le plus explosif pour l'avenir est cependant la **"déclaration Balfour"**, c'est à dire la promesse faite en 1917 au mouvement sioniste d'installer en Palestine un "foyer" pour le peuple juif. Les Britanniques se disent prêts à faire tous les efforts nécessaires en vue de cette réalisation.

LA MOSAIQUE PROCHE ORIENTALE SE MET EN PLACE

Les principes définis par le traité de Sèvres (1920), en vue de la participation de l'empire Ottoman, sont rapidement remis en cause par la réaction des officiers "Jeunes Turcs" avec à leur tête Mustapha Khémal. Ils n'hésitent pas à s'allier aux Kurdes pour expulser ou massacrer les Arméniens, quitte à se retourner après contre les Kurdes. Le résultat immédiat de cette réaction, du retrait des alliés et de l'action des soviétiques, c'est **l'abandon de l'idée d'une Arménie indépendante, mais aussi d'une autonomie kurde**. Les "Jeunes Turcs" réussissent à sauvegarder l'essentiel du territoire de la Turquie. Quant au reste du Proche Orient, sa partition va résulter tant des traités que des diverses épreuves de force qui ont lieu ici ou là.

Les Français établissent leur mandat sur le Liban et la Syrie. Au Liban, la cohabitation entre Druzes et Maronites ainsi qu'avec les diverses autres communautés chrétiennes et musulmanes est réalisée grâce à une répartition proportionnelle des charges et fonctions de l'Etat.

En Syrie, les Français se heurtent au roi Fayçal installé par les Britanniques. Il s'enfuit en Irak tandis que la France divise la Syrie en cinq entités distinctes en fonction des communautés qui les habitent : Druzes, Alaouites, région de Damas (à majorité sunnite), d'Alep et enfin Sandjak d'Alexandrette qui sera finalement rétrocédé à la Turquie à la suite d'un marchandage pétrolier franco-anglo-turc.

Face à une rébellion armée en 1925, puis à des émeutes urbaines en 1936, la France est dans l'incapacité de répondre aux attentes des nationalistes qui pourtant constituent un courant laïque inspiré des idées françaises. Ce n'est qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale que Liban et Syrie accèderont à l'indépendance.

Mandataire en Irak, la Grande Bretagne choisit délibérément ce pays comme champion de l'arabisme, place sur le trône Fayçal chassé de Damas et met à ses cotés un compagnon éprouvé de Lawrence : Nouri Pacha Saïd. En difficulté avec les minorités chiites et kurdes, les Britanniques manoeuvrent subtilement. Ils émancipent totalement leur "pupille" par le traité de 1930, tout en se réservant des rapports privilégiés avec lui dans le domaine stratégique et économique (grâce à l'IPC : Irak Petrolum Compagny). Un auteur n'hésite pas à écrire que jusqu'en 1958, avec la complicité de Nouri Pacha Saïd, l'état irakien sera "géré" pour le compte de l'IPC (M. FLORY, B. KORANY et autres "Les régimes politiques arabes", PUF, colllection Thémis 1990 p 324) où se mêlent intérêts anglais, français et néerlandais. Dès 1930, Nouri Pacha Saïd lance l'idée d'une grande alliance arabe qui engloberait l'Irak, la Transjordanie et une grande partie de la péninsule arabique.

Mais l'Irak n'est pas le seul champion de l'arabisme. En Arabie, au cours de la guerre, les Britanniques ont joué deux cartes : celle du Chérif de la Mecque (Hachémites), dont le fils règne désormais sur l'Irak, celle des Saoudiens qui venaient d'établir leur povoir à Riyad. Ces derniers, avec Ibn Séoud chassent Hussein de la Mecque en 1924. Celui-ci se pose aussi en champion de l'unité arabe, notamment lors de sa lutte avec le souverain du Yémen.

Toujours dans la péninsule arabique, les divers émirats : Koweit, Bahrein, Côte des Pirates (futur émirats arabes réunis), "bénéficient" de la "protection" anglaise depuis 1880 ou 1853. En 1937 est créee la Koweit Oil Compagny, à l'heure où l'Iran produit déjà 10,5 millions de tonnes de brut et l'Irak 4,8. Les concessions pétrolières amènent le Koweit à préciser (comme les autres émirats) ses délimitations territoriales, étape décisive dans le cheminement vers l'état territorial.

Enfin, dès le début des années 1920, la Grande Bretagne crée la Transjordanie, état tampon entre la Palestine et l'Irak. En Palestine, elle facilita la mise en place du "Foyer National Juif" combattu par les minorités arabes activistes. Mais la venue des premiers immigrants juifs qui achètent cher les terres incultes et distribuent des salaires, n'apparait pas comme une calamité pour la plupart des arabes de Palestines.

De ce rapide tour d'horizon sur la mosaïque ainsi créee, retenons que les frontières actuelles sont le résultat d'épreuves de force, de tractations économiques et politiques **dans lesquelles l'Occident n'est nullement innocent**. On se trouve dans la même situation qu'en Afrique. Ceci ne justifie nullement l'action de Saddam Hussein, mais il faut constater qu'il y a là source de conflits. Ne faudra-t-il pas accepter d'en débattre un jour à froid ?

UNITE OU DIVERSITE DE LA NATION ARABE

De la fin du XIXème siècle aux premières décennies du XXème, la renaissance panarabe s'est appuyée à la fois sur des élites laïques occidentalisées et sur les oulémas (docteurs de la loi) chargés de l'interprétation du droit islamique et qui, de ce fait, détiennent le pouvoir judiciaire et jurisprudentiel. G. Corm parle à leur sujet de "protecteurs de la société civile face au despotisme" ("L'Europe et l'Orient" la découverte 1989, p 229).

Cette renaissance intègre aussi des intellectuels arabes chrétiens, tel ce maronite libanais qui, au début des années vingt, n'hésite pas à parcourir le Proche Orient à dos de chameau, préchant aux princes, chérifs et imams la nécessité de s'unir dans une grande fédération arabe.

LE CHOC DU SIONISME

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la première manifestation de "panarabisme" consiste dans la création de la Ligue arabe en 1945. Partiellement d'origine britannique, l'idée est défendue par le premier ministre égyptien Nahas Pacha, qui souhaite contrecarrer les projets concurrents de son homologue irakien. Les septs Etats qui président à la naissance de la Ligue n'envisagent nullement une fédération, mais simplement une association d'états souverains.

Le premier défi auquel doit répondre la Ligue est, le 13 mai 1948, la proclamation de l'Etat d'Israel sur "une partie du territoire de la nation arabe, la Palestine". La décision hâtive d'entrer en guerre contre Israel se solde par une amère défaite. La "Hagganah" (armée israélienne) met en déroute les armées arabes combattant en ordre dispersé. L'Etat d'Israel s'agrandit de nouveaux territoires et les 750 000 Palestiniens dépossédés doivent se disperser en Jordanie, Liban et Syrie, où ils s'entassent dans des camps de réfugiés. Le conflit israelo-arabe et le problème palestinien deviennent "le noyau dur des relations inter arabes et des rapports des pays arabes avec le monde extérieur" (M. FLORY, B. KORAMY, op cit, p 152).

Cette humiliation des Arabes, aggravée encore par la volonté affirmée des occidentaux de réglementer les flux d'armements dans la région et d'intervenir immédiatement en cas de besoin, destabilise nombre de régimes arabes : trois coups d'Etat successifs en Syrie, assassinat du roi de Cisjordanie, surtout le 23 juillet 1952 coup d'Etat des "Officiers Libres" en Egypte. La bataille à conduire apparait d'abord celle de l'élimination des régimes arabes corrompus.

Les pays arabes sont rapidement affrontés à un autre problème, celui de leur position dans la "guerre froide". Les Etats Unis et la Grande Bretagne, laquelle conserve un statut de puissance occupante, proposent de regrouper dans une alliance Egypte, Irak et Jordanie, trois pays hébergeant des troupes britanniques. Suite au refus catégorique de l'Egypte, Londres s'adresse à son rival irakien. En février 1955 le Pacte de Bagdad, "ceinture de sécurité anticommuniste" est scellé. Il regroupe bientôt Turquie, Irak, Iran, Pakistan, soit quatre nations islamiques, mais une seule arabe. Aux yeux des nationalistes arabes, c'est un retour à la subordination vis à vis des impérialismes.

LE NASSERISME

Jusqu'alors les diverses tentatives d'unification arabe se sont soldées par des échecs. Face aux menaces israéliennes et "impérialistes" il a manque un "état pivot" pouvant servir de centre de gravité à l'Union et surtout un leader charismatique capable de galvaniser les foules.

La naissance en Syrie du parti Baas (Résurrection Arabe) en 1947, sa fusion en 1953 avec le parti socialiste arabe, se situent dans la ligne du panarabisme. Son slogan "Liberté, unité, socialisme - une seule nation arabe porteuse d'une mission éternelle" ! Malgré l'attrait qu'il exerce à l'extérieur, ce parti minoritaire n'est nullement en capacité de constituer le pivot de l'arabisme.

L'arrivée de Nasser au pouvoir va permettre de combler ce vide. Très rapidement il affirme qu'il ne parle pas au nom de l'Egypte, mais au nom d'une stratégie arabe unifiée. Il distingue en outre entre d'une part "forces patriotiques indépendantes et nationalistes pro-arabes" et d'autre part "forces réactionnaires au service du sionisme et de l'impérialisme". Suite à l'attaque israélienne contre Gaza en février 1955, l'Egypte et son jeune leader servent de point de ralliement à l'ensemble des forces du mouvement panarabe.

Divers actes vont renforcer cette position de leader. Face au refus Occidental de fournir un équipement suffisant à l'armée égyptienne, Nasser fait appel à l'URSS et à ses satellites. En septembre 1955, un accord égypto-tchèque prévoit des livraisons d'armes. La région cesse d'être la chasse gardée des Occidentaux, l'URSS entre en scène.

La même année, le sommet afro-asiatique de Bandoug propulse l'Egypte de Nasser au rang des "Grands" du tiers monde. Enfin, la nationalisation du canal de Suez, suite au refus occidental de financer le barrage d'Assouan, le lamentable échec de l'expédition anglo-française de novembre 1956, font de l'Egypte, quoique vaincue par Israel, le "fer de lance" de la revendication tiers-mondiste d'appropriation des richesses nationales. On peut dater là l'origine de la création de l'OPEP et des nationalisations des ressources pétrolières dans les divers pays.

Fort de sa reconnaissance internationale, Nasser pose un premier jalon de l'unité arabe en février 1958. La "République Arabe Unie" (RAU) nait de la fusion immédiate de l'Egypte et de la Syrie. Peu après un coup d'Etat militaire renverse la monarchie irakienne et certains officiers entament des pourparlers pour se joindre à la RAU. Mais le nouvel homme fort du régime, le général Kassem contracte alliance avec les communistes hostiles à Nasser et stoppe toute tentative d'union. C'est le début de la régression du mouvement panarabe.

LE MOUVEMENT PANARABE EN ECHEC

A partir de 1960, les fissures s'élargissent dans le mouvement panarabe.

Un coup d'état militaire en Syrie abroge en 1961 le traité liant ce pays à l'Egypte. La RAU a vécu. Cette rupture met en évidence non seulement l'improvisation qui a présidé à l'union des deux pays, mais aussi l'absence de soutien politique en Syrie. La constitution de la RAU s'est en effet traduite par la dissolution de tous les partis politiques syriens. L'union a été vécue comme une sorte de colonisation par l'Egypte.

La guerre du Yémen ne fait qu'accentuer les ruptures. Le Yemen (nord) connait un régime dynastique sous la direction d'un Imam. En 1962 l'Imam Badr qui vient d'accéder au pouvoir selon les règles en vigueur est chassé par une révolte de militaires sous la direction du colonel Al Sallal qui abolit la monarchie. La guerre civile s'installe entre les insurgés et les tribus fidèles à la dynastie régnante. On se trouve alors devant une situation paradoxale.

L'Imam Badr a poussé auparavant à l'établissement des liens avec la RAU et à des accords avec l'Europe de l'Est. Mais dans sa lutte contre les rebelles, il reçoit l'essentiel de son soutien de l'Arabie saoudite et des Britanniques d'Aden, au sud de la péninsule arabique.

L'insurgé Al Sallal bénéficie au contraire de l'aide égyptienne qui se traduit par l'envoi de 70 000 hommes. Alors que l'Egypte s'enlise dans une guérilla qui va durer cinq ans, le résultat le plus évident de ce conflit c'est que l'Arabie saoudite, menacée par la "contamination idéologique" nassérienne devient de plus en plus dépendante des Etats Unis pour ses besoins en armement.

Mais le "coup de grâce" est donné au nassérisme par la **"guerre des six jours" en 1967**. L'armée israélienne écrase littéralement l'armée égyptienne qui déplore 11 500 tués, 5 500 prisonniers, la destruction de 80% de son artillerie et de 286 avions sur 340. Le front égypto-syro-jordanien vole en éclat à partir du moment où l'armée du pays le plus peuplé et le plus prestigieux est anéantie.

Le sommet de Khartoum (Soudan), en août 1967 consacre à la fois la fin du nassérisme et l'émergence des pays producteurs de pétrole, notamment l'Arabie saoudite. On assiste à une sorte de renversement des pôles politiques arabes. En décidant le retrait des troupes égyptiennes du Yémen, le sommet élimine le droit du regard de l'Egypte dans les affaires de la péninsule arabe. Par ailleurs les Etats pétroliers conservateurs acceptent de subventionner l'Egypte pour la maintenir à flot.

L'AVENEMENT DU "PETROLISME POLITIQUE"

L'importance du pétrole et de l'Arabie saoudite s'affirme de nouveau en 1973 avec la nouvelle guerre arabo-israélienne. La décision de l'Egypte et de la Syrie de déclencher les hostilités le 6 octobre ne fut communiquée qu'à un seul chef d'Etat proche-oriental : le roi Fayçal d'Arabie. L'embargo pétrolier décrété le 16 octobre va montrer de quel poids peuvent peser dans un conflit les pays producteurs de l'or noir. L'influence de ceux-ci en sort renforcée, tant au niveau mondial qu'au niveau régional.

REVENUS PETROLIERS (en milliards de dollars).

	1967	1973	1974	1980
Arabie saoudite	0,903	4,340	22,573	102,212
Koweit	0,714	1,734	6,542	18,016
Emirats arabes unis	0,109	0,900	5,536	19,344
Irak	0,364	1,853	5,700	25,981
Lybie	0,625	2,222	6,000	22,527
Algérie	0,200	0,987	3,300	10,787

Le tableau montre qu'en 1967, les revenus tirés du pétrole sont relativement modestes. Déjà en 1973 la manne est la plus importante, mais les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 entrainent la constitution d'un véritable pactole. De 1973 à 1980 les revenus pétroliers de l'Arabie saoudite sont multipliés par 24, pour les EAU par 21, l'Irak par 14, le Koweit, l'Algérie et la Lybie par 10. Il faut souligner le poids de l'Arabie saoudite dont les revenus en 1980 dépassent le total des revenus cumulés des cinq autres pays.

La défaite de 1967, la mort de Nasser, l'importance croissante des pays pétroliers, notamment conservateurs, entrainent une inflexion du modèle de développement "socialiste" en oeuvre dans des pays comme la Syrie, l'Egypte et plus tard l'Irak. Ainsi en Syrie sous l'impulsion du parti Baas les sociétés étrangères ont été nationalisées à partir de 1950, tandis qu'on note une extension des services publics. Suite à la constitution de la RAU en 1958, la réforme agraire a été relancée, les nationalisations étendues et le commerce extérieur nationalisé.

Ces tentatives de "socialisme arabe" caractérisées par l'emprise de l'Etat sur l'économie sont remises en cause à partir de 1970. La libéralisation économique se développe, le secteur privé et l'investissement étranger sont encouragés, la logique du marché mondial tend à prévaloir. Sadate, successeur de Nasser, souligne en 1974, parmi les déterminants essentiels de la restructuration économique, la présence au niveau régional d'une masse énorme de capitaux, les pétro-dollars en quête de marchés d'investissement.

Les capitaux de l'Arabie saoudite, des émirats et de la Lybie vont ainsi financer des investissements dans des pays non pétroliers. Pour une faible part, ils sont aussi redistribués à travers des allocations aux pays pauvres exportateurs de main d'oeuvre. Des pays comme l'Arabie saoudite et les émirats manquent à la fois d'une administration valable et d'une main d'oeuvre qualifiée et non qualifiée permettant le développement économique. Ils constituent des pôles d'immigration. Ainsi en 1984, par ce biais, l'Arabie saoudite transfère à l'extérieur 5 milliards de dollars, tandis que l'Egypte, pays d'émigration en reçoit 3,6 milliards et la Jordanie 1 milliard.

Des pays comme l'Arabie saoudite peuvent aussi renforcer leur aide à des mouvement intégristes dans l'ensemble du monde. Depuis longtemps ce pays soutient notamment les "Frères Musulmans" dont l'action en Egypte a été importante à certaines périodes. Elle soutient aussi le FIS algérien.

Un autre indice du poids des pays pétroliers réside dans la migration des sièges des organisations inter-arabes du Caire vers d'autres capitales. En 1970, sur 30 organisations de ce type, 29 résidaient au Caire, 1 en Arabie saoudite. Huit ans plus tard, 12 sont à Bagdad et 9 en Arabie saoudite.

Parmi les états pétroliers, deux semblent en mesure de se substituer à l'Egypte pour assurer le leadership du monde arabe : l'Arabie saoudite et l'Irak. Mais vers la fin des années 1970, c'est l'Irak qui apparait le plus apte à réaliser cette vieille ambition. Saddam Hussein est alors présenté comme "le successeur le plus crédible de Nasser".

UN MONDE ARABE EMIETTE

Les années récentes se caractérisent plus par les conflits inter arabes que par les tentatives de regroupement.

Tout d'abord un premier facteur vient brouiller le shéma traditionnel : la visite de Sadate à Jérusalem en 1977, prélude aux accords de Camp David. Jusqu'alors Israel n'était au Proche Orient qu'un acteur réactif, contre lequel les autres nations s'unissaient de façon plus ou moins cohérente. Camp David fixe les règles d'une possible intégration d'Israel au système régional. Ceci rouvre d'ailleurs la querelle de l'identité égyptienne : l'Egypte est-elle la terre des pharaons ou véritablement une nation arabe ?

Autre élément perturbant, une atmosphère générale d'affairisme qui s'étend même aux pays non pétroliers. Pendant la génération précédente ceux qui avaient tenter d'orienter les évènements étaient des idéologues ou des militaires. Dès le milieu des années 1970 s'y adjoignent des courtiers, des intermédiaires, des marchands de canons, des commerçants enrichis virevoltant d'Est en Ouest entre les palais royaux et les sièges des compagnies pétrolières. Le seul regroupement arabe réalisé se situe plutôt dans la ligne de préservation des richesses : conseil de coopération du Golfe regroupant les émirats sous le leadership saoudien.

Le résultat de tout cela c'est un monde arabe profondément divisé qui manque désespérément de pôle. D'où la prolifération des conflits inter-arabes.

Dans le conflit de Yémen du Nord et Yémen du Sud en 1979, l'Irak, la Syrie et la Jordanie doivent s'entremettre. Dans la guerre fratricide au Sud Yemen (soit disant démocratie populaire), conflit qualifié de "crise féodalo-marxiste" (J. GARÇON "La guerre fratricide au Sud Yemen", revue "Politique étrangère" 2/86), en janvier 1986, la médiation vient à la fois des palestiniens et des soviétiques. Ceux-ci tentent d'arbitrer entre les factions qui se réclament d'un marxisme plus ou moins dur et dans le même temps dissuadent le Yémen du Nord, dont ils sont les principaux fournisseurs d'armes, d'intervenir.

La Syrie joue son propre jeu, faisant preuve d'un pragmatisme au service d'une volonté de puissance visant à intégrer purement et simplement le Liban dans la "Grande Syrie". Intervenant militairement en 1976, du coté des chrétiens libanais, contre musulmans et palestiniens, elle n'hésite pas ensuite à renverser ses alliances pour contrer les factions chrétiennes, et enfin se retourner contre l'OLP.

La solitude accrue des Palestiniens se manifeste lorsque l'OLP dut faire face aux 100 000 soldats israeliens lors du siège de Beyrouth en 1982, l'isolement de Yasser Arafat lors du sommet d'Ammam en novembre 1987, ces divers éléments mettent en évidence que la cause palestinienne n'a plus la place prioritaire qui était la sienne dans les décennies précédentes. Il a fallu "l'Intifada", la "guerre des pierres" dans les territoires occupés pour réhausser la cause et en faire "une question centrale de ralliement".

En fait, il apparait aujourd'hui qu'aucun régime du Proche Orient, qu'il soit syrien, irakien ou jordanien, ne souhaite véritablement la création d'un Etat palestinien. On se sert des Palestiniens plus qu'on ne les sert. Avec le conflit actuel et les menacent réelles ou supposées sur Israel, les grandes puissances n'envisagent plus de faire pression sur ce pays en vue d'un règlement du conflit. Ce sont encore les Palestiniens qui risquent d'en faire les frais, toute solution étant renvoyée à plus tard.

A diverses reprises, l'Irak tenta de jouer un rôle moteur. Suite à Camp David, il réunit la conférence au sommet de Bagdad qui exclut l'Egypte et la Ligue Arabe qui émigre du Caire à Tunis. Tout récemment c'est lui qui tente de renouer les fils avec le Caire. Mais la guerre Irak-Iran diminue ses capacités d'action, en même temps qu'elle entraine en 1987 l'intervention des grandes puissances dans le Golfe pour maintenir la libre circulation des pétroliers mis en danger par les actions iraniennes.

A l'occasion de la guerre Irak-Iran, il faut aussi souligner la constitution d'alliances qui débordent la sphère du monde arabe. Ainsi le Baas syrien, ennemi juré de son homologue irakien, s'aligne avec la Lybie sur l'Iran non arabe ; l'axe Damas-Téhéran-Tripoli se constitue. Il se veut "révolutionnaire".

Un autre axe dont la Syrie est encore à l'origine vise à contrer les puissances pétrolières. Il s'agit de la tentative pour unir Syrie, Yémen du Sud et Ethiopie, ces deux derniers se voulant des régimes "marxistes-léninistes" de stricte obédience.

Enfin, au delà de l'arabisme, certains brandissent le drapeau de l'Islam. Certes des régimes comme le saoudien ou le marocain ont, dans les années 1950-60, opposé le drapeau vert de l'Islam au panarabisme, sans toutefois mobiliser les foules. Il faut attendre 1969 pour que se tienne à Rabat le premier sommet islamique. Mais c'est contre les régimes musulmans traditionnels que s'est opérée récemment le renouveau islamique militant, avec notamment le "Hezbollah" iranien au Liban et le "Djiahad" égyptien fier de l'assassinat de Sadate. L'attaque intégriste contre la mosquée de la Mecque montre que l'Islam militant ne se reconnait nullement dans l'Arabie saoudite, alliéee des Américains.

Ces mouvements islamiques militants ne concernent d'ailleurs pas seulement les régimes traditionnels, ils tendent à s'infiltrer partout.

LES PROTAGONISTES ARABES

Nous examinerons les caractéristiques des trois principaux protagonistes : Irak, Koweit, Arabie Saoudite, nous contentant d'analyser plus rapidement les réactions des autres pays arabes.

L'Irak : ce pays n'a guère connu la démocratie. Après la chute de la monarchie hachémite en 1958, provoquée par le coup d'état des officiers et marquée par l'assassinat du roi et de son premier ministre, homme lige des Anglais et de l'Irak Petroleum Compagny, le général Kassem prend le pouvoir.

Mais l'armée qui le soutient est divisée : d'un coté le Baas appuyé sur les sunnites arabes minoritaires, de l'autre coté des officiers alliés au PC et soutenus par les chiites (majoritaires), les kurdes (sunnites) et quelques petites minorités. Après une période où les partis sont autorisés, l'élimination du nassérien Aref marque une césure. Progressivement Kassem limite étroitement l'action des partis (communiste compris), si bien que lors du coup d'Etat de 1963 conduit par le Baas, Kassem ne trouve aucune force populaire pour le soutenir.

Sous l'impulsion des frères Aref, la nouvelle constitution établie la "République Socialiste Démocratique d'Irak" fondée sur deux principes, la fraternité arabe et la tradition islamique. En mettant l'accent sur l'Islam, la constitution souligne un élément commun à toutes les ethnies. Malgré une structure gouvernementale comprenent trois conseils, le pouvoir militaire devient bientôt l'unique acteur de la vie politique. Le 14 juillet 1964, les partis sont invités à se fondre dans "l'Union Socialiste Arabe" marquant ainsi la fin officielle du multipartisme en Irak. Cependant, marxistes et communistes s'organisent dans la clandestinité. S'infiltrant dans le corps chargé de la sécurité du Palais, le Baas réussit à éliminer Aref en 1968, et porte au pouvoir Al Bakr avec comme second Saddam Hussein.

Omniprésent au pouvoir, le Baas ne peut ignorer l'existence des autres partis. En 1971, Al Bakr propose au PC et au Parti National Kurde une "charte d'action nationale" et deux ans plus tard constitue avec eux un "Front National Progressiste" assurant aux formations qui le composent la présence au sein de certaines institutions d'Etat. Mais un affrontement en 1978 avec les communistes fait que depuis le pluripartisme n'est plus d'actualité.

Saddam Hussein qui prend le pouvoir en 1979, en tant que Président du Conseil de Commandement de la Révolution, concentre en ses mains tous les pouvoirs et ce n'est que vers la fin de la guerre avec l'Irak que l'on entend parler de la possibilité d'un nouveau "Front Populaire".

Il faut noter le pragmatisme de l'Irak. L'interdiction du Parti Communiste n'empêche nullement l'établissement de bons rapports avec l'Union Soviétique.

La constitution baasiste de 1968 proclame que le peuple irakien est composé de deux nationalités arabes et kurdes. L'idéologie panarabe du Baas permet à la population (à majorité chiite) de surmonter le clivage confessionnel. L'un des espoirs de l'Iran chiite, lors de la guerre, était de voir les chiites irakiens faire défection. Mais en mettant l'accent sur la lutte des Arabes contre le "nationalisme persant dominateur", Saddam Hussein n'a pu éviter le danger d'un clivage entre arabes fondé sur des critères religieux. Il a par contre beaucoup moins bien réussi avec le nationalisme kurde réprimé, comme on le sait dans les années récentes.

Sur le plan économique : bien qu'ennemi du Baas syrien, son homologue irakien applique les mêmes recettes : réforme agraire, nationalisation (ou plutôt étatisation) d'un large secteur industriel, du secteur de la distribution et du commerce extérieur.

Dans le domaine agricole (42% de la population active), la réforme agraire de 1970 touche particulièrement les grandes propriétés du sud. Elle crée des fermes collectives et des coopératives. Mécanisation, travaux d'irrigation et de dessalement devaient permettre une plus grande productivité ; mais les progrès en ce domaine sont annulés par l'omniprésence d'une administration tatillonne tant dans le domaine de la production que dans celui de la commercialisation des produits agricoles. A partir de 1979, les règles en vigueur sont assouplies. La libéralisation résulte de l'ouverture vers les pays arabes modérés fournisseurs de fonds et de matériel militaire pour lutter contre l'Iran. On vise aussi à mieux satisfaire les besoins d'une "petite bourgeoisie" soutien du régime et parmi celle-ci notamment ceux des multiples agents du secteur public socialiste (M. FLORY, B. KORANY, op cit, p 337).

La nationalisation des compagnies pétrolières en 1972 et 1975 a permis au gouvernement de bénéficier du pactole pétrolier : 25 milliards de dollars en 1980. Cela a profité avant tout aux industries pétrolières et gazières et à leur dérivés qui occupent une place prépondérante dans le secteur industriel. Avec 11% des réserves mondiales, l'Irak est bien

placé en ce domaine. Mais divers phénomènes ont entrainé une baisse des revenus pétroliers. La guerre avec l'Iran a provoqué la fermeture de deux pipe-lines, l'un en Iran, l'autre en Syrie, compensée partiellement par la construction de celui d'Alexandrette en Turquie. Par ailleurs la guerre des prix entrainée par la décision des saoudiens en 1985 de mettre en cause la politique des quotas a entrainé une baisse des prix du pétrole.

Jusqu'en 1980, l'Irak a pu renforcer son secteur industriel public, mais depuis 1980, la politique de libéralisation a entamé l'importance de ce secteur. En 1988, il était question de la privatisation d'un ensemble de 47 unités de production (textile, plastique, aluminium, transports). Le secteur privé réservé aux petites et moyennes entreprises a une meilleure productivité que le public. Avec 30% du total de la main d'oeuvre, sa part dans le PIB était de 38,8% 1982.

Avec environ 17 millions d'habitants, l'Irak a un PIB par habitant de 2 310 dollars, soit le tiers de celui de l'Arabie Saoudite et le sixième de celui du Koweit, mais le double du PIB jordanien. On ignore toutefois comment le PIB est réparti au sein de la population.

La guerre avec l'Iran a entrainé le développement de la dette extérieure : 70 milliards de dollars.

LE CONFLIT IRAK-IRAN

Le Chottel Arabe, objet du conflit, était peuplé d'Arabes à l'époque du prophète, sous le nom d'Arabistan. Une très ancienne rivalité oppose donc iraniens et arabes pour sa possession. En 1925, Reza Kahn, qui va s'installer sur le trône d'Iran un an plus tard, s'empare de l'Arabistan. Pour mettre fin au conflit frontalier qui s'éternise, un accord est signé à Bagdad, grâce aux bons offices de l'Algérie en 1975, la démarcation des frontières tant fluviales que terrestres était précisée.

Mais profitant de l'élimination du Shah, l'Irak dénonce le traité en 1979, aggravant ainsi les rapports avec Khomeini qui ne pouvait oublier qu'il avait été expulsé d'Irak en 1978, pour trouver alors refuge en France. En septembre 1980 pensant profiter de la désorganisation de l'armée iranienne consécutive à la révolution, l'armée irakienne entre en Arabistan. La guerre meurtrière va durer 8 ans. Le loyalisme des populations d'Arabistan vis à vis de l'Iran a surpris les irakiens.

La décision récente de Saddam Hussein de renoncer à ses prétentions sur cette zone, afin de se concilier l'Iran, ramène de fait au traité d'Alger de 1975.

Au delà du conflit frontalier, la guerre mettait aussi en jeu le leadership sur le Golfe (Persique pour les iraniens, Arabe pour les irakiens). Les pays arabes n'ont jamais accepté l'annexion par l'Iran en 1971 des trois îles commandant la circulation dans le détroit d'Ormuz. La déclaration finale du sommet arabe d'Ammam en 1987 montre la volonté des arabes de ne pas accepter un contrôle exclusif sur le détroit, élé-

ment essentiel pour le transport du pétrole tant arabe qu'iranien. D'où l'appel aux Américains, Britanniques et Français pour maintenir la libre circulation dans le Golfe en 1987.

LE KOWEIT

Le système politique du Koweit (comme celui de Bahrein) peut être défini comme un "tribalisme dynastique libéralisé" (Baghat Korany).

"Tribalisme" du fait que tant les sédentaires des zones côtières que les bédouins de l'intérieur se reconnaissent dans l'organisation tribale fondée sur les liens de parenté et la hiérarchie des castes. Unité politique, économique et sociale, la tribu se divise en clans et familles, chacun ou chacune ayant son propre chef. Le milieu tribal est régi beaucoup moins par la législation islamique (la charia) que par le code tribal (la coutûme). La démocratie bédouine s'exerce à travers le conseil consultatif pour la recherche du consensus, système hérité de la coutûme de l'Islam. Les tribus se regroupent en confédération dominée par une tribu forte et dont le chef est issu d'une famille de cette tribu : cas de la famille Al Sabbah du Koweit.

"Dynastique", dans la mesure où la famille royale aujourd'hui règnante est l'expression moderne de la tradition tribale modifiée par deux facteurs : la colonisation britannique et la découverte du pétrole. Autrefois sage respecté surtout pour son âge, le chef de la confédération a été reconnu par la puissance britannique du fait de sa compétence à régler les conflits locaux avec les tribus. Il a été en quelque sorte institutionnalisé et sa dynastie s'est installée au pouvoir. Avec l'accès à l'indépendance, il a adopté le titre d'Emir combinant les qualités du chef, du commandement et du prince. La famille règnante contrôle aujourd'hui étroitement les rênes du pouvoir : 7 postes ministériels sur 22, sans compter les postes de gouverneur, surtout dans les zones sensibles.

"Libéralisé", dans la mesure où même si l'Islam continue de constituer la source majeure de législation, une constitution a été prémulguée. Approuvée d'abord par la famille régnante, elle a été ensuite soumise à une "assemblée consultative". Elle prévoit l'élection d'un Parlement par la population. Pendant 14 ans, ce Parlement a fonctionné au Koweit. Cependant en août 1976 et 1986 des désaccords entre la famille règnante et l'assemblée ont conduit à la dissolution de celle-ci. Un conseil national transitoire, simple chambre d'enregistrement a été élu en remplacement, mais son élection fut boycottée par l'opposition regroupée autour d'anciens députés dont plusieurs ont été arrêtés.

L'IMPACT DU PETROLE

Le Koweit émerge au XVIIIème et XIXème siècle avec la demande internationale des perles (pêche des huitres perlières). Il devient un centre de négoce entre le Golfe et l'Arabie continentale. On note aussi une

industrie locale de constructions de navires. En 1934 le pétrole est découvert, mais sa production ne débute qu'après guerre. En 1950 on ne trouve encore aucun hôtel au Koweit.

En 1960 il est le premier producteur du Moyen Orient, devant l'Arabie saoudite et l'Irak. L'afflux des revenus issus du pétrole a pour effet de gonfler énormément les dépenses publiques. On se trouve face au véritable Etat-providence fournissant à titre grâcieux à ses nationaux : services médicaux, services éducatifs depuis la maternelle, bourses d'études à l'étranger, logements avec prêts sans intérêts, subventions diverses ; le tout sans impôts ni sur le revenu, ni sur l'héritage et sans taxes sur les revenus d'importation. La population finit par tout attendre de l'Etat.

La sédentarisation des bédouins, l'exode vers la ville, le développement de l'éducation tendent à affaiblir l'autorité tribale. De nouveaux acteurs sont apparus et tentent d'infléchir les décisions par le biais de diverses associations, de chambres de commerces ...

Mais deux phénomènes sont particulièrement caractéristiques. Il s'agit d'abord du gonflement du secteur bureaucratique, de l'administration capable de faire fonctionner l'Etat. On estime que 56% de la force du travail se situe dans ce secteur. L'autre élément réside dans l'insuffisance de la main d'oeuvre d'origine koweitienne. La majeure partie des actifs est étrangère : Egypte, Irak, Liban, Palestine, Iran, Pakistan. La baisse des revenus pétroliers dans les années 1980 a déjà entrainé le départ d'immigrés. Ainsi en 1986 on a commencé à expulser des milliers d'Egyptiens. D'autres immigrés ont vu baisser leur rémunération. Le PIB moyen par habitant est de 13 780 dollars, mais cette moyenne cache des disparités énormes. Comment comparer la fortune des "émirs du pétrole" au salaire de l'immigrant ?

UNE "NATION" CONTESTEE ?

Colonisée par les Britanniques cette parcelle de l'empire Ottoman a failli en 1920 passer sous la coupe des Saoudiens, mais la Grande Bretagne s'y est opposée. Ce sont surtout les Irakiens qui considèrent que cette portion de territoire dont les frontières n'ont été vraiment définies qu'en 1930 fait partie intégrante de leur pays. La menace du voisin du Nord est quasi permanente depuis 1937.

En 1961, le Général Kassem menace d'annexer le Koweit que la Grande Bretagne vient de quitter. Nasser s'oppose à cette volonté et la Ligue arabe envoie immédiatement des forces militaires pour remplacer les troupes britanniques. Il faut attendre 1973 pour que l'Irak reconnaisse le Koweit et 1978 pour que soit réglé entre les deux Etats un différend concernant deux îles.

L'ARABIE SAOUDITE

Nous la mettons dans les protagonistes directs dans la mesure où elle est désormais directement menacée par l'Irak et où, sur son territoire, sont massées la plupart des forces de dissuasion.

Au milieu du 18ème siècle, Abdel Wahab, sorte de "prophète révolté" prêche le rétablissement de l'Islam dans sa pureté primitive et, avec Mohammed Ibn Seoud fonde le Wahabisme qui par conquête militaire s'étend jusqu'en Syrie et Irak. Il n'est anéanti par les armées égyptiennes au nom du sultan Ottoman qu'en 1815. L'aventure Wahabite reprend au début du XXème siècle, aidée par les Britanniques et en 1925, la Mecque est reconquise. Un royaume islamique "d'Islam pur et dur, d'arabité exclusivement bédouine, fermé à la modernité" (G. Corm) est de nouveau en place. Cependant la loi islamique ne s'est pas substituée à la culture tribale ; elle s'est plutôt jointe à elle.

On peut appliquer au régime saoudien la notion de "tribalisme dynastique" appliquée au Koweit, en enlevant toutefois l'épithète "libéralisé". En effet le Coran et ses commentaires constituent la base théorique de la légimité politique et aucune élection n'a jamais été organisée.

Cependant dans le fonctionnement concret du régime actuel on trouve un mélange d'éléments traditionnels et modernes.

Eléments **traditionnels** : les Oulémas (sorte de "docteurs de la loi") sont consultés sur les décisions politiques et sociales, ils fixent le cadre de référence à partir duquel doivent être jugées les questions les plus diverses. Au niveau des responsabilités gouvernementales, l'establishment religieux monopolise les ministères de l'éducation, de la justice, du pélerinage, des biens religieux. A travers les sermonsde la prière du Vendredi il bénéficie d'un forum public important. Les "comités de moralité publique" qu'ils animent exercent une véritable police des moeurs.

Autres éléments traditionnels, l'aristocratie bédouine des Anazah, lignée dont sont issus les Seoud, ils sont les gardiens de l'éthique bédouine. A la différence de leurs ainés, les "princes juniors" disposent d'une éducation poussée et constituent une nouvelle classe de "technocrates royaux", pouvant être un élément de modernité.

Les descendants d'Abdel Wahab ne sont pas oubliés, avec la présence de trois de leurs représentants au conseil des ministres. On pourrait citer aussi d'autres tribus. Mais l'essentiel est de souligner que pour éviter un exercice solitaire du pouvoir suprême, le monarque consulte Oulémas, membres de la famille royale, chefs des tribus politiquement représentatives.

A cela s'ajoutent des **éléments de modernité**. Le groupe marchand influent depuis longtemps s'est mué en une classe d'entrepreneurs, de "businessmen" qui interviennent dans les prises de décision économiques.

Ils sont en lien étroits avec les "technocrates" disposant de la qualification et de la compétence, éléments très recherchés en Arabie saoudite. Autrefois instruits dans les universités égyptiennes, ils sont depuis les années 1960 envoyés aux Etats Unis. En 1970, 30 000 saoudiens y avaient fait leurs études. Pour la seule année 1980, 11 000 étaient inscrits dans une université américaine. En 1975, on compte 14 ministres technocrates (6 en 1965).

Comme au Koweit, le boom pétrolier s'est traduit par une énorme poussée des dépenses publiques, en vue de fournir à la population soins de santé, éducation, logements, subventions. Le seul secteur bureaucratique pour gérer tout ceci regroupe 26% de la main d'oeuvre. Cette nouvelle classe moyenne se retrouve aussi dans l'armée. A çoté de celle-ci, la garde nationale, placée sous la tutelle du prince héritier, puise dans les tribus proches de la famille royale, sans y appartenir, afin d'élargir la base du loyalisme. Bien rétribués, en argent et en terres, ses membres sont chargés de protéger les villes et les champs pétrolifères. L'armée proprement dite encadrée par des membres de la famille royale est entrainée par un allié sûr : les Etats Unis. Une commission mixte "Saudi-US" sur la sécurité et la coopération a été crée dans les années 1970. 40 000 hommes de troupes américains sont constamment présents sur le territoire. Des firmes américaines sont chargées de l'équipement : Bendix pour l'armée de terre, Lockheed pour l'aviation, Northrop supervise les programmes de développement du personnel militaire.

En envahissant le Koweit, Saddam Hussein, affaibli par la guerre contre l'Iran, cherche à renforcer sa puissance, afin d'être en mesure de se poser de nouveau en champion du panarabisme. Le Koweit, c'est en effet une réserve de 13 milliards de tonnes de pétrole, autant que l'Irak et les réserves cumulées placent l'Irak au second rang, immédiatement derrière l'Arabie saoudite. Le Koweit, c'est aussi un pays qui a mis en réserve depuis 1970, 10% de ses revenus pétroliers, se constituant ainsi un immense patrimoine, l'un des mieux géré du monde, mais sur lequel l'Irak aurait de la difficulté à mettre la main.

Un autre élément doit être pris en compte. Saddam Hussein, après la guerre contre l'Iran doit gérer une armée de 1 250 000 soldats. Ne convenait-il pas de leur fournir un dérivatif afin qu'un certain nombre de ses chefs n'envisage un jour un coup d'Etat comme il y en eu de nombreux en Irak ?

Enfin il faut souligner que Saddam Hussein reste sans doute marqué par un certain expansionnisme arabe ; n'avait-il pas annoncé depuis plusieurs années sa volonté d'élargir les frontières de son pays, d'agrandir son "espace vital" ?

La décision irakienne de se lancer dans l'aventure s'explique peut-être pour une part par la crise politique que connait le Koweit depuis quelques années : dissolution du Parlement, puis installation d'un conseil croupion. Mais un autre élément ne peut être négligé, la profonde division du monde arabe. Alors qu'en 1961 la Ligue arabe décidait l'envoi de troupes au Koweit pour contrer la menace irakienne, cette fois la réponse a été longue à se dessiner et a mis en évidence les clivages.

Au somet du Caire, le 10 août, la résolution condamnant l'agression irakienne et demandant de répondre positivement à la demande de l'Arabie saoudite et des Etats du Golfe d'envoyer des forces arabes pour défendre leur territoire a été votée par 12 membres sur 21.

Parmi ces 12 on trouve les 6 Etats du Golfe qui ont cependant mis 3 jours à s'entendre pour condamner l'agression dont était victime le Koweit. Outre la Somalie et Djiboutie, on trouve la présence de l'Egypte. Non seulement celle-ci veut contrer la volonté d'hégémonie de Saddam Hussein à l'heure où la Ligue arabe va retrouver son siège au Caire, mais en outre elle dépend étroitement des crédits américains (aide annuelle de près de 2,3 milliards de dollars) qu'on ne peut négliger lorsqu'on est dans une situation particulièrement critique. La Syrie, toujours aussi pragmatique et dont l'hostilité à l'égard de l'Irak ne se dément, s'était recemment rapprochée de l'Egypte par peur de son puissant voisin. Elle n'hésite pas aujourd'hui à envoyer un contingent symbolique en Arabie saoudite. "Province syrienne", le Liban a aussi voté la résolution. Premier pays à condamner l'invasion irakienne, le Maroc a dépéché aussi un contingent de 1 200 hommes, tout en marquant ses distances avec la position américaine.

Trois pays ont voté contre : l'Irak, bien entendu, la Lybie dont l'hostilité vis à vis des Américains ne se dément pas et enfin l'OLP. Elle entretient depuis plus d'un an des relations privilégiées avec Bagdad, où est installé son commandement militaire et où se tiennent la plupart de ses réunions. Ne risque-t-elle pas de perdre l'aide des Etats et du Golfe qui constitue l'essentiel de ses ressources ?

Deux pays se sont abstenus. L'Algérie a condamné l'agression dès le départ. Le gouvernement n'entend pas toutefois s'aliéner encore davantage son opinion publique. Parmi les forces algériennes en présence, Ben Bella semble vouloir jouer la carte irakienne, alors que FIS qui dépend de l'aide de l'Arabie saoudite, parait plus embarassé. Le Yémen, membre du Conseil de sécurité (seul membre arabe) n'a finalement voté qu'une seule résolution à l'ONU, celle contre l'annexion du Koweit et l'utilisation des otages. Désormais réunifié, il entrenait d'excellentes relations avec le Koweit qui fournissait une aide importante et avec l'Irak, allié traditionnelle du Yémen du Nord. En revanche, ses relations avec l'Arabie saoudite, puissant voisin du Nord, ont souvent été délicates.

Trois pays ont émis des réserves : le Soudan, la Mauritanie et la Jordanie. Cette dernière importe d'Irak 95% de son pétrole et y exporte 25% de ses produits. Le roi Hussein tente de tenir un double langage pour ne pas s'aliéner son opinion publique très favorable à l'action de l'Irak. Il affirme par ailleurs respecter l'embargo.

Par delà les gouvernements, Saddam Hussein s'adresse aux opinions publiques en jouant trois cartes.

Celle de **l'arabisme**. Il tente de se poser en successeur de Nasser, s'efforçant de rassembler autour de deux idées qui, depuis 1920 ont été le lien de l'arabisme : - la lutte pour l'indépendanace, c'est à dire contre le colonialisme, l'impérialisme et les Etats arabes qui s'en font les complices - la lutte contre le Sionisme et Israel, symbole de l'installation de l'impérailisme au coeur du monde arabe. Si la question de l'unité arabe ne résiste pas aux appétits et aux manoeuvres des dirigeants, il s'agit cependant d'une idée profondément ancrée au sein des populations. Cet espoir apparait comme la seule perspective capable de mettre un terme aux multiples frustrations des peuples qui ont été les victimes de l'échec de toute une série de "modèles". L'espoir est d'autant plus grand que les frustrations ont été plus fortes. Ainsi, pour les Palestiniens des territoires occupés Saddam Hussein apparait enfin comme "l'épée" capable de les défendre. S'appuyant à la fois sur le laïcisme du Baas et sur l'Islam (pour les théoriciens du Baas "l'Islam est l'âme de la nation arabe"), le leader irakien incarne pour les peuples l'espoir toujours vivant de l'unité arabe.

Autre carte : **l'islamisme**. Faute de leader arabe, dans les années 1980, une partie des populations du Proche Orient a placé ses espoirs dans la révolution iranienne où Khomeini jouait à fond la carte de l'Islam. Saddam Hussein n'hésite pas à appuyer sur ce ressort. "Sauvez la Mecque et la tombe du prophète de l'occupation étrangère" s'écrie-t-il le 10 août. "Il est temps, pour vous Musulmans, d'assumer votre rôle, et s'ouvre devant vous la voie du Jihad (guerre sainte) qui a provoqué la colère de l'impudique Bush". Relayé récemment par certains ayatollahs iraniens, ce discours est sans doute celui qui a le moins d'impact sur les foules. Mais il risque de susciter certaines vocations et d'encourager le développement du terrorisme.

Dernière carte : **la lutte des pauvres contre les riches**. Ce discours vise au delà du monde arabe, l'ensemble du Tiers Monde. Les nombreux immigrants qui ont été travailler au Koweit ou dans les Emirats soulignent combien leur situation était précaire. En outre l'opinion arabe dénonce facilement les "turpitudes" auxquelles se livrent les richissimes émirs du pétrole.

Soulignons enfin un dernier point. En refusant d'accepter la situation de force résultant de l'annexion du Koweit, nous ne défendons pas une démocratie contre une dictature. Au sens où nous l'entendons en Occident, aucun pays du Proche Orient n'est une démocratie. Le poids de l'Islam, dans son évolution intégriste, ne joue guère dans le sens démocratique. On peut toutefois distinguer entre Etats qui appliquent strictement la loi islamique (la Charia) et Etats qui se sont donné une constitution où figurent un certain nombre de droits et qui font une application modérée de la Charia. Toutefois la reconnaissance de droits par les textes n'est pas une garantie absolue. En Irak le libre exercice de certains droits reconnus relève du suicide : le nombre d'opposants politique ou de responsables syndicaux arrêtés ou passés par les armes de l'illustre macabrement.

Quant à la liberté syndicale, interdite ou formelle, elle n'existait quasi-nulle part. Le mouvement syndical arabe groupé dans la CISA a été une arme de guerre dans la lutte contre Israel, et en son sein, aujourd'hui les divergences sont importantes.

ANNEXE

DIVISIONS DE L'ISLAM/SUNNITES ET CHIITES

Le problème de la succession de Mohammed est à l'origine des divisions. Au lendemain de la mort de celui qui a reçu la révélation et prêche la nouvelle religion, la communauté ne possède aucun texte concernant la désignation du successeur. Il est alors choisi en fonction des coutûmes tribales et au détriment de la famille du prophète. Détenteur du pouvoir, au nom de Dieu, le premier Calife (remplaçant) désigne à son tour son successeur après consultation des représentants de la communauté.

La désignation des quatre premiers Califes ne pose pas de sérieux problèmes, mais celle du cinquième est contestée. Elle marque en effet la victoire de l'aristocratie de la Mecque au détriment des tribus de Médine où a été fondée la première communauté. La veuve du prophète et son gendre Ali sont à l'origine de la contestation qui aboutit à l'assassinat du Calife.

L'arbitrage qui suit ces évènements marque la scission entre les partisans de l'Islam "orthodoxe", les Sunnites et les partisans d'Ali ou Chiites. Quelques-uns récusent les deux camps : Kharidjites que l'on trouve en Tunisie et à Oman.

Sunnites : ils se réfèrent à la "sunna" qui englobe l'ensemble des paroles du prophète consignées dans le Coran, de ses actes et de ses ratifications de fait. Peu à peu, aux fonctions de chef spirituel, le Calife a ajouté celles de chef temporel de la communauté musulmane. Il détient le pouvoir exécutif, à la fois civil et canonique, tandis que le magistère législatif appartient au Coran seul.

Chiites : persécutés, les Chiites ont pratiqué une doctrine secrète jusqu'au Xème siècle, magnifiant le personnage d'Ali, gendre du prophète, lui attribuant une nature quasi-divinisée. Seuls les descendants d'Ali (dont la lignée d'ailleurs est close) peuvent être reconnus comme Califes ou plutôt comme Imams. Dans la conception chiite, le chef de la communauté est guide (Imam), il est inspiré par Dieu, doué d'infaillibilité et réclame une obéissance totale des fidèles. Chez les Chiites, à la différence des Sunnites, il existe un véritable "clergé" solidement structuré : les Mollahs. Khomeini, Mollah lui-même, s'est appuyé sur eux pour réaliser la "révolution islamique".